

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de LES ANGLES

Affiché le
17 FEV. 2022
Retiré le

DOSSIER : N° PC 066 004 21 D0039

Déposé le : 27/12/2021

Demandeur : Monsieur ASTAING Michel

Adresse du demandeur : 2 rue des Jonquilles 66210 BOLQUERE

Dépôt affiché en mairie : 27/12/2021

Nature des travaux: Construction d'un chalet bois

Sur un terrain sis à : Lotissement Les Fermes du Lac 2 Chemin de Planès à LES ANGLES (66210)

Référence(s) cadastrale(s) : 4 AK 223

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire avec prescriptions au nom de la commune de LES ANGLES

Le Maire de la Commune de LES ANGLES

VU la demande de permis de construire présentée le 27/12/2021 par Monsieur ASTAING Michel,

VU l'objet de la demande

- pour Construction d'un chalet bois ;
- sur un terrain situé Lotissement Les Fermes du Lac 2 Chemin de Planès à LES ANGLES (66210) ;
- pour une surface de plancher créée de 139,11 m²;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment l'article R. 423-6 ;

VU la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Les Angles approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2018 ;

VU en particulier le règlement de la zone UC du Plan Local d'Urbanisme ;

VU le permis d'aménager N°PA 066 004 19 D0002 autorisant le Lotissement « Les Fermes du Lac 2 » comprenant 6 lots accordé le 30/07/2019 et purgé de tout recours depuis le 30/07/2019 ;

VU la demande d'achèvement du Lotissement « Les Fermes du Lac 2 » déposée en mairie le 20/07/2020 et le dossier de récolement des réseaux ;

VU le règlement du Lotissement " Les Fermes du Lac 2 " ;

VU l'avis Favorable assorti de prescriptions de la Régie des Eaux en date du 31/01/2022 ;

VU l'avis Favorable de ENEDIS en date du 11/02/2022, le raccordement concerne le Lotissement Les Fermes de Lac 2 dont une convention DB25/036653 entre l'aménageur et Enedis a été négociée ;

ARRÊTE

Article 1

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par le service de la Régie des eaux seront strictement respectées :

Eau potable : l'habitation sera raccordée au réseau d'eau potable créé dans le lotissement. Le pétitionnaire devra faire la demande écrite, au service des eaux de la commune, pour la mise en place du compteur d'eau dans l'abri existant avant le début des travaux.

Assainissement : l'habitation sera raccordée au réseau d'eaux usées créé dans le lotissement et branché sur la canalisation publique situé sur la route départementale.

Eaux pluviales : les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales par des dispositifs adaptés et qui permettent l'évacuation directe et sans stagnation de ces eaux vers le réseau dédié.

Le pétitionnaire devra prendre contact avec la commune (Régie de l'eau et de l'assainissement) avant le début du chantier pour déterminer avec précisions les travaux à réaliser.

The image shows a blue ink signature and a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE LES ANGLÉS' around the top edge, 'LES ANGLÉS, le 15/02/2022' in the center, 'Le Maire,' below that, and 'Michel POUDADE' at the bottom. There are two stars on either side of the central text.

NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr